

## PEU DE MONDE POUR L'OPÉRATION RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

## Le matraquage n'a pas payé

«Ne laissez personne décider à votre place !» Le slogan est censé appâter l'électeur potentiel encore hésitant.

Nawel Imès - Alger (Le Soir) - L'Algérien moyen, ayant l'âge de raison et qui se demande toujours s'il fera le déplacement ou pas, a été soumis à un matraquage incroyable : des SMS émanant du ministère de la Solidarité, de celui de l'Intérieur l'ont appelé avec beaucoup d'insistance à aller voter le 9 avril. Le fera-t-il pour autant ? Céderait-il à l'appel des sirènes ? Pour avoir une idée, petit tour dans les communes au premier jour de l'opération de révision exceptionnelle des listes électorales.

Première escale à l'APC d'Alger-Centre. Le bureau destiné à recevoir d'éventuels citoyens désireux de régulariser leur situation vis-à-vis des listes électorales est situé au troisième étage. Les lieux sont lugubres. Les murs sont tapissés d'affiches datant des élec-

tions législatives de 2007. Lesdites affiches sont loin d'être en bon état. Le décor est spartiate. Trois bureaux, des chaises en mauvais état forment l'essentiel du mobilier. Un personnel exclusivement féminin a été chargé de la mission d'informer les citoyens. Elles semblent faire leur travail sans beaucoup d'entrain. Elles connaissent tous les cas de figure qui peuvent se présenter et répondent aux questions des personnes venues aux nouvelles de manière quasi systématique. «J'ai changé de lieu de résidence, que dois-je faire ?» s'interroge une jeune dame. Réponse de l'agent de l'APC : «Il faut une résidence et une copie de la carte d'identité.» Sans trop s'attarder, elle reprend la discussion avec sa collègue.

Du temps pour discuter, elles vont certainement en

avoir beaucoup. Le bureau est quasiment vide.

Les gens ne se bousculent pas pour le moment et au rythme où ça va, l'affluence ne va pas être spectaculaire. Deux dames, la quarantaine, sont venues aux nouvelles. Elles désirent s'inscrire sur les listes électorales. Vont-elles voter pour autant ? Elles disent ne pas trop savoir pour le moment mais qu'elles préfèrent tout de même s'inscrire. Pourquoi ? Réflexe d'administré ayant peur d'une administration qui s'est déjà illustrée en exigeant la carte d'électeur pour tout retrait d'un document officiel. Les habitudes ont la peau dure.

#### Pas si simple la procédure !

Changement de décor. APC de Sidi M'hamed. Ici on affiche la couleur : les affiches incitant les citoyens à aller voter sont collées à chaque étage. Le bureau «élections»

se trouve au cinquième étage. C'est à une véritable ascension que se livre l'électeur potentiel. C'est tout essoufflé qu'il arrive enfin au fameux bureau. Rien à voir avec celui de l'APC d'Alger-Centre.

Le bureau est spacieux, bien rangé, les agents travaillent sur des ordinateurs. Une dame d'un âge certain finalise son inscription. Elle dit sa satisfaction de la qualité d'accueil et des informations qui lui ont été fournies. «Ma carte, vous me l'envoyez par poste ou dois-je revenir la récupérer ?» demande-t-elle.

Très affable, l'agent lui répond qu'au regard de son âge, il suffira qu'elle délègue un de ses proches pour avoir la fameuse carte d'électeur. Elle quitte le bureau avec le sourire qu'elle perd dès qu'elle resonge aux cinq étages qu'elle va devoir redescendre.

Dans le bureau se sont côtoyées deux générations, l'espace de cinq minutes.

Pendant que la dame repartait contente, un jeune râlait. Il n'est visiblement pas content. Il peine à comprendre la procédure. Il vient de changer de résidence et doit pour cela faire des démarches aussi bien au niveau de son ancien que de son nouveau lieu de résidence.

Les explications de l'agent de l'APC ne l'ont pas convaincu. Il trouve cela trop compliqué, trop lent. «J'en ai marre d'aller et de revenir. Je pensais que c'était beaucoup plus facile que cela», dit-il à un agent qui ne perd pas pour autant son flegme. Il explique la procédure autant de fois qu'il le faut.

Il est vrai que contrairement au spot publicitaire qui passe à la télévision et à la radio, il ne suffit pas de se présenter avec sa carte d'identité pour être inscrit sur une liste électorale.

C'est au cas par cas que sont traités les dossiers et cela

se complique dès que vous dites que vous venez de changer de lieu de résidence.

L'électeur potentiel devient, dès lors, suspect. Il doit non seulement prouver en fournissant des documents son changement d'adresse mais doit en plus changer sa pièce d'identité sur laquelle doit impérativement figurer sa nouvelle adresse pour prétendre s'inscrire sur une liste électorale.

Pourquoi tant de complications ? On explique que certaines communes s'étaient retrouvées avec un fichier électoral supérieur au nombre des habitants recensés auparavant et qu'elles avaient été accusées d'avoir gonflé le fichier. Cela doit-il justifier toutes ces complications ? Visiblement oui pour une administration qui, même en ayant très peur de l'abstention, ne peut s'empêcher d'être bureaucratique...

N. I.

## CONTRIBUTION

IL Y A 52 ANS, LE 11 FÉVRIER 1957, ÉTAIT GUILLOTINÉ À SERKADJI LE CHAHID FERNAND IVETON

## Algérien et patriote avant tout

Par Merzak Chertouk

Le devoir de mémoire revêt une importance particulière pour l'écriture de l'histoire de la guerre de Libération nationale.

Cependant, si celle-ci demeure toujours d'une actualité brûlante, elle procède malheureusement de moult surenchères politiciennes s'il en est, elle est souvent interpellée pour justifier et légitimer certaines étapes vécues présentement par le pays.

Il est à craindre que la volonté proclamée d'écrire «une histoire officielle» de la guerre de Libération, histoire déjà balisée et jalonnée, ne procède de cette vision manichéenne. Il est de notre devoir de rendre un vibrant hommage à certains héros «oubliés», parmi eux le chahid Fernand Iveton, guillotiné le 11 février 1957 à la prison de Serkadji. La période de 1954 à 1962 fut dure, terrible, atroce. Elle fut cruelle et douloureuse. Paradoxalement, elle fut militante et fraternelle. Tant d'êtres souffrirent, cependant, c'est dans ces moments que certains Algériens de souche et Algériens d'origine européenne apprirent à mieux se connaître, et qui plus est en ces jours de vérité nue. Quarante-six ans après la fin de la guerre d'Algérie, l'on hésite encore parfois dans le choix du vocabulaire, afin de ne pas raviver des blessures non cicatrisées. Qui mieux que le sacrifice d'Iveton pourrait symboliser les

passerelles empreintes d'humanisme et de justice, jetées entre les hommes de différents horizons sociaux, raciaux et religieux. Qu'évoque ce nom pour les jeunes Algériens ? La réponse est douloureuse et pour cause, l'histoire de ce militant algérien de la première heure est pratiquement méconnue des nouvelles générations de notre pays. La raison est à chercher du côté de la culture de l'oubli, cela en l'absence de toute référence au nom de Fernand Iveton sur les édifices publics.

Après l'Indépendance, le père de Fernand supplia en vain les autorités algériennes de donner à son fils, ne serait-ce qu'un petit bout de rue. Désespéré d'avoir échoué, il appela Villa Fernand le pavillon qu'il possédait en France. Hélas, quelques années plus tard, on s'est rappelé, à l'occasion, du sacrifice de ce chahid, non pas pour lui rendre hommage et justice en même temps mais pour redorer le blason des autorités de l'époque, mis à mal par un article de la presse française, dans lequel il était question de l'ingratitude des autorités algériennes à l'égard des martyrs algériens d'origine européenne, ce faisant, il cite le cas de Fernand Iveton qu'aucune rue ni institution publique ne porte le nom. Le soir-même de la publication de cet article les mettant en cause, les autorités de l'époque, parti unique

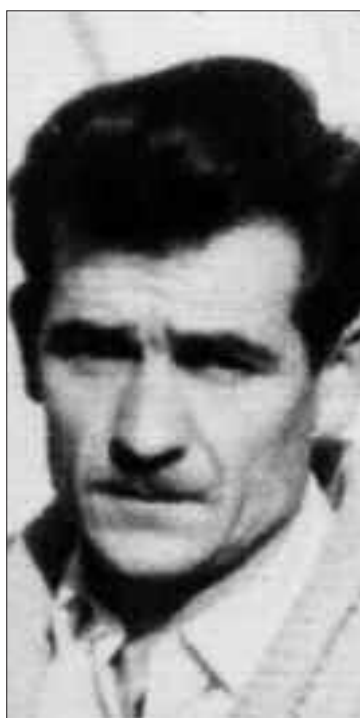


Photo : DR.

oblige, ont instruit la kasma FLN de El Madania (ex-Clos Salembier), quartier natal de Fernand Iveton, de procéder à la baptismation express d'une petite ruelle de 30 m. Heureusement que cette mascarade post-mortem à l'endroit de ce chahid, qu'on ne peut que qualifier d'ubuesque et tragique à la fois, n'altère en rien le parcours de cet authentique patriote qui a été synonyme de courage, de probité et de sacrifice, et ce, jusqu'au pied de la guillotine où il a crié «taha El Djazaïr» en arabe, avant d'être exécuté.

En compagnie de deux autres chahids auxquels nous rendons un vibrant hommage, il s'agit en l'occurrence de Mohamed Ounnouri et Ahmed Lakhnache. Avant son exécution, il a été d'abord conduit au greffe de la prison, là il déclare : «La vie d'un homme, la mienne, compte peu, ce qui compte, c'est l'Algérie, son avenir et l'Algérie sera libre demain.» Le chahid Didouche Mourad, qui était son voisin de quartier (La Redoute, Clos Salembier),

disait de lui : «S'il y avait beaucoup de gens comme lui, cela aurait changé bien des choses.» Son avocat, Charles Lainné, a été frappé par l'attitude d'Iveton lors de son exécution, il disait : «Il avait l'attitude d'un homme droit en faisant preuve d'une constance et d'un courage admirable.» Il avait ressenti la condamnation à mort, l'exécution d'Iveton comme une grosse injustice et un déshonneur pour la France. Fernand Meissonnier, son bourreau, disait de lui : «Celui-là fut un condamné à mort modeste, droit, impeccable, courageux jusqu'au couperet.» L'enfant de Clos Salembier a été très sensible à la misère qui frappait la population musulmane de son quartier. Il a d'abord commencé à militer dans la cellule de la Jeunesse communiste de La Redoute-Salembier en compagnie de ses voisins de quartier les plus connus, Henri Maillot, Myriam Ben (Marylise Benhaïm) et Ahmed Akkache qui seront plus tard des acteurs très actifs de la guerre de Libération nationale. Ensuite, après le déclenchement de la Révolution, sa démarche était celle d'un homme qui n'était ni un idéologue ni un aventurier, pas de rupture dramatique avec le parti mais un glissement progressif vers les combattants du FLN, réunions clandestines, asile offert à des militants recherchés, au fil des mois, une interrogation lancinante : «que fait le parti ?» Iveton est de ceux qui souhaitent un total engagement. Il s'enrôle dans les Combattants de la libération (CDL), structure clandestine armée créée par le Parti communiste algérien en juin 1955. Mais son groupe ne lui propose que des actions dérisoires qu'il exécute avec son camarade de parti Félix Colozi (cet homme qui a survécu aux geôles colonialistes n'a jamais quitté l'Algérie, et il y vit toujours d'ailleurs). Tandis que son ami d'enfance et voisin, Henri Maillot, officier déserteur, tombe au combat, Iveton s'impatiente. L'absorption des CDL par le FLN va lui ouvrir les voies de l'action. Il accepte de poser à l'usine à gaz de Ruisseau où il tra-

vaillait, une seule bombe au lieu des deux que lui ramène Jacqueline Guerroud, et ce, faute de place dans son sac de travail. Iveton réprobat la violence aveugle. Sa bombe ne devra tuer personne, qui plus est ses camarades de travail. Il s'entoure pour cela de toutes les précautions possibles. Pierre Vidal-Naquet a raison d'écrire que «Iveton ne voulait pas d'une explosion-meurtre. Il voulait une explosion-témoignage». Lors de son arrestation et en dépit des tortures atroces qu'il avait subies, pour permettre à la deuxième bombe que transportait Jacqueline d'exploser, et aussi permettre à ses camarades de s'échapper, il a pu orienter les enquêteurs sur une fausse piste, en parlant de la fameuse femme blonde, conduisant une 2 CV alors que Jacqueline avait les cheveux noirs et était au volant d'une voiture Dyna (Panhard). Cette résistance a permis de retarder l'arrestation de Jacqueline et des autres. A travers cette description, on a longtemps cru qu'il s'agissait de Raymonde Peschard, la fille de Saint-Eugène, morte au maquis quelques mois après en Wilaya III (une autre chahida à qui nous devons rendre hommage). A ce chahid qui a su vivre et mourir pour son idéal avec tant de simplicité et de grandeur, nous lui devons bien un hommage à la hauteur de son sacrifice, qui le sortira de la nuit de l'oubli où il a été longtemps confiné par l'histoire officielle. Une initiative qu'il y a lieu de sacraliser et d'étendre à d'autres victimes de la culture de l'oubli, car elles ont tant souffert pour faire sortir le peuple algérien des ténèbres dans lesquelles il a été très longtemps confiné par le système colonial. En rendant hommage à ces héros, nous contribuons à renforcer davantage les valeurs de fraternité, d'humanisme, de tolérance et de liberté dans l'Algérie d'aujourd'hui. D'aucuns sachent qu'on en a grandement besoin pour se comprendre et se respecter.

M. C.

\* Ingénieur, cadre supérieur.

## COMMÉMORATION

## À la mémoire de Fernand Iveton

Il y a 52 ans, était exécuté à Serkadji le Chahid Fernand Iveton. En répondant à l'appel de la patrie, l'enfant de Clos Salembier (El Madania), Fernand, a offert sa vie pour que vive l'Algérie libre, indépendante et fraternelle.

Avant son exécution, il déclara : «La vie d'un homme, la mienne, compte peu, ce qui compte, c'est l'Algérie, son avenir, et l'Algérie sera libre demain.»

Pour mémoire, en sa mémoire et pour que nul n'oublie, une cérémonie de recueillement sur sa tombe aura lieu le jeudi 12 février 2009 à 10h au cimetière chrétien de Saint-Eugène (Bologhine) entrée face au stade.

La famille Iveton